



Ce jour, le syndicat UFAP-UNSA Justice et Force Ouvrière (SPS étant absent car cas COVID) ont demandé à être reçus en intersyndicale afin d'avoir un point précis sur la situation sanitaire de l'établissement.

Les informations suivantes nous sont données :

- au 17 mars 2021, il y a 16 détenus cas positifs placés à l'accueil et au A1.
- À partir de demain 18 mars 2021, l'établissement passe en gestion portes fermées pour 10 jours en maintenant les promenades, sport selon des plannings modifiés mis en place dès le 18.
- L'ARS mettra en place dès lundi un dépistage massif des personnes détenues et des personnels sur 4 jours. Chacun sera convoqué selon un planning établi. Même les personnels absents. Si le détenu refuse, il est isolé considéré comme cas contact.
- Les ERIS sont préalertés et seront présents si nécessaire.
- Les cuisines, cantines et buanderie continuent à fonctionner ainsi que les parloirs.
- Nous demandons du matériel suffisant et nécessaire pour les agents de l'accueil et du A, à savoir masques, surblouse, visière.
- Nous demandons un référent COVID au sein de la direction afin qu'une seule personne soit apte à prendre des décisions car c'est un vrai bazar depuis 15 jours.
- Nous demandons un service nettoyage des ailes, des postes des agents supplémentaire et notamment le week end afin de garantir la sécurité sanitaire de chacun.
- De même, nous souhaitons que ce qui a été acté en CTS pour les services de nuit, à savoir des draps propres sous blister soit respecté.
- Nous évoquons le manque de transparence et communication du service médical, le climat est de plus anxiogène.
- Nous souhaitons également la présence de la direction aux appels afin de transmettre des consignes claires, et répondre aux inquiétudes des personnels. Les tensions sont palpables et légitimes !
- Nous voulions savoir pourquoi l'entreprise pour les badgeuses n'étaient pas restée alors qu'il s'agit d'un chantier sécuritaire et que les travaux Tv et visio continuaient. C'est une consigne de la DI et non de l'établissement qui souhaitait lui qu'aucune entreprise ne reste.

A l'issue de cet échange, nos demandes sont entendues et nous avons trouvé réponses à nos questions. Cependant, un point sera fait vendredi et si nos sollicitations n'ont pas été satisfaites, nous avons avertis que des mesures radicales seraient mises en place dès samedi en refusant les prises de clés.

Les bureaux locaux UFAP-UNSA Justice et Force Ouvrière.